



# ANARCHO SYNDICALISME



ISSN 1240-0009  
CCPAP 0926 S89086

## *Anarchie ou barbarie!*

### **Edito**

- Anarchie ou barbarie!

### **Monde du travail**

- La charte d'Amiens
- Légalité syndicale vs l'action directe
- La grève chez Mécachrome, une expérience riche en enseignement
- La grève est une gymnastique révolutionnaire

### **Politique**

- Martin Hirsch s'en va, mais les problèmes restent!

### **Société**

- Retraites: massacre à la tronçonneuse
- Lutte contre l'homophobie: n'oublions pas!

### **Courrier des lecteurs**

- Quotidien d'une mère célibataire
- La politique à front renversés
- Nupes: tout ça pour ça

### **Mémoires**

- Enterrement de première classe...

### **International**

- Les anarchistes sont ils pour la démocratie directe?
- Voline, un anarchiste Ukrainien dans la résistance contre les nazis
- Quand la population se rebelle contre la guerre.



2 EUROS /// N°177  
MAI - JUI 2022

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

## Anarchie ou barbarie !

**L**es résultats de l'élection législative sont sans appel : c'est une claque magistrale à l'ensemble du système politique français. La première claque est pour la démocratie représentative. Avec près de 55% d'abstention, la démocratie représentative n'est plus perçue par le « Peuple souverain » comme crédible ni efficace pour agir, pour changer les choses. Cependant la situation reste confuse : on peut ressentir autant, des aspirations à la démocratie directe (notamment suite au mouvement des Gilets jaunes), que des tentations totalitaires.

La seconde claque est pour Macron qui, entre l'abstention et l'opposition parlementaire, n'a clairement plus aucune légitimité. Désormais il est évident pour tous que le roi est nu ! Il est clair que ses manipulations de communication, pour cacher derrière un sourire enjôleur une politique brutale et arrogante, ne prennent plus. Si le précédent quinquennat a été turbulent, celui-ci risque d'être convulsif !

La troisième claque est pour la NUPES qui n'obtient pas autant de députés qu'ils avaient prévus et claironné une victoire historique par avance un peu imprudemment ... Mélenchon va enfin pouvoir prendre sa retraite à 70 ans, il était temps. Nous verrons si la NUPES, cette bidouille purement électorale – qui permet au Parti Socialiste, universellement haï, de conserver un groupe à l'Assemblée avec toutes ses prérogatives - survivra à l'élection ou si chacun des groupes politiques (LFI, PCF, EELV, PS) va reprendre son indépendance, laissant ainsi la place au RN comme premier parti parlementaire d'opposition ...

La quatrième claque – et certainement la plus préoccupante - est la percée du RN qui va bénéficier d'une légitimité institutionnelle et des financements (1.69€ par voix et 37000 € par élu chaque année pendant la législature) qui vont lui permettre de rembourser Poutine et de se placer pour les prochaines élections ... D'autant plus que son score permet de faire l'OPA sur l'extrême droite la plus haineuse que la campagne « décomplexée » de Zemmour avait fait sortir de sa tanière fangeuse. Ce résultat doit nous interroger sur les stratégies de l'antifascisme unitaire et spectaculaire de ces 40 dernières années : pour combattre l'emprise de l'extrême droite, il va falloir reprendre le chemin des classes populaires et pas qu'elles, qui ont été abandonnées à tous les identitaires, qu'ils soient nationalistes ou religieux, pour proposer un autre futur commun désirable.

Car la cinquième claque est aussi pour le mouvement révolutionnaire en général et anarchiste en particulier. Certes le rejet du système politique est largement partagé. Il suffit de discuter quotidiennement avec nos amis, nos collègues, au travail, sur les marchés ou autres, pour le savoir. Les gens ont une conscience aiguë de la situation (d'où l'abstention massive), mais aucune perspective révolutionnaire n'émerge dans laquelle ils pourraient se projeter de façon positive.

Car le discours anarchiste est globalement inaudible, tellement il est dilué et segmenté dans des thématiques diverses sans aucune cohérence entre elles, dans une sorte de « laisser faire » sans queue ni tête, qui s'accompagne d'un « en même temps » permanent : un pied dans le système un pied en dehors ... (pour l'action directe dans l'entreprise et en même temps pour les élections syndicales par exemple). \*

Il en ressort des divisions entre groupuscules (où nous avons eu aussi notre part de responsabilité) pour des raisons oubliées depuis longtemps, mais qui créent des barrières là où il serait nécessaire et urgent de retisser des liens pour que circulent les idées, les pratiques et les solidarités. A notre petit niveau, en cette année du Centenaire de l'AIT, nous tendons la main à tous ceux qui se réclament de l'anarchosyndicalisme pour en sortir par le haut.

La France va être ingouvernable. Cela peut ouvrir tous les possibles, les plus sombres comme les plus réjouissants pour les exploités. Si toutes celles et ceux qui sont méprisés depuis toujours par le Pouvoir, et qui ont désormais majoritairement compris qu'il n'y a rien à attendre des politiciens, se décident à se prendre en main et à agir directement, sans représentant, pour la liberté, l'égalité et la solidarité, alors tout est possible.

“Negras tormentas agitan los aires ...” Des nuées sombres agitent l'horizon, comme le dit les barricadas, l'hymne de la

### ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
contact@cntaitoulouse.lautre.net

## ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

### POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.  
N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

### REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE  
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 177 / MAI - JUIN 2022 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT  
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 1er Juin 2022 sur les presses d'Axion-  
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!  
 Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblés par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:  
 Anarchosyndicalisme!  
 7, rue St Remesy, 31000  
 Toulouse  
 tel: 05.61.52.86.48  
 permanence tout les samedi de 17 H à 19 H

facebook:  
 @cnt.ait.toulouse  
 @chats.noirs.turbulents (Paris)  
 @cntaitredon (Bretagne)  
 @initiativecntait03 (Allier)

twitter:  
 @cntaittoulouse  
 @CNTAIT (Paris)

adresse mail de S.I.A

solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com  
 SIA-toulouse@riseup.net

facebook.com/solidariteinternationaleantifasciste.toulouse.1  
 facebook.com/Solidarite-Internationale-Antifasciste Toulouse

CNT-AIT espagnole ... Alors que le GIEC nous dit que l'Humanité a trois ans pour un changement radical, plus que jamais l'alternative est urgente : Anarchie ou barbarie !

## POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

## La charte d'Amiens

**D**és qu'il a commencé à s'organiser, dans la première moitié du dix neuvième siècle, le mouvement ouvrier s'est fixé deux objectifs bien distincts : d'une part, la défense des intérêts immédiats (essentiellement matériels) des travailleurs et d'autre part un objectif à plus long terme, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'émancipation de toute l'humanité autrement dit la fin de la division de la société en classes et la construction d'une société libre et égalitaire. Le premier de ces objectifs est clairement réformiste ; il s'agit dans le cadre de la société en place, d'obtenir par la négociation des améliorations visant le mieux être des salariés, ce qui revient à faire évoluer les règlements et les lois dans un sens qui leur soit favorable .Ces améliorations ne peuvent être obtenues qu'à l'issue de négociations avec les patrons ou les représentants de l'état et tous les efforts entrepris par les salariés,mouvements sociaux, grèves, etc n'ont alors pour objet que de créer un rapport de force obligeant les patrons ou les représentants de l'état à s'asseoir à la table de négociation, et permettant aux représentants des travailleurs d'engager la négociation en position favorable. Le deuxième objectif , lui est clairement révolutionnaire : il s'agit, ni plus ni moins de détruire de fond en comble le système social existant et de le remplacer par un système radicalement différent. Le problème est que ces deux objectifs sont inconciliables : dans n'importe quel domaine, un préalable à toute négociation est que les négociateurs acceptent le cadre, les règles, et les objectifs de la négociation or les intérêts affichés de la classe ouvrière consistent en la

## 4●●●●●Monde du travail●

dissolution de la classe dominante qui a organisé toute la société pour assurer domination sur la classe exploitée. Pour les organisation regroupant les travailleurs, toute négociation est donc une renonciation à la révolution sociale, c'est un renforcement du système existant. Vouloir l'abolition du système capitaliste, c'est vouloir la mort des entreprises qui sont l'un des maillons clefs de ce système or tout individu obligé de vendre sa force de travail pour satisfaire ses besoins concourt ce faisant à la bonne santé de l'entreprise qui l'emploie et au développement du système économique global. Les salariés savent parfaitement que leur niveau de vie est d'abord lié à la bonne marche de l'entreprise qui les paye, que pour que leur salaire soit versé, il faut que cette entreprise soit économiquement saine et très souvent ils entretiennent avec elle un rapport d'amour-haine. Plus généralement, le taux de chômage, les niveaux de l'inflation et des salaire dépendent en dernier ressort de la santé de l'économie. Les conditions matérielles des travailleurs sont donc liées à la santé du système global, et pourtant leur intérêt est la mort de ce système parce qu'il y sont exploités, dominés, maltraités. Ainsi la profession de très nombreux travailleurs les oblige à prendre des risques, à sacrifier leur santé et parfois leur vie (maladies professionnelles, accidents du travail) pour satisfaire les intérêts économiques de l'entreprise, d'autres travaillent à produire des biens ou des services constituant des dangers pour la santé et le bien être à terme des populations (armes, nucléaire, pesticides etc etc). Ce système économique est non seulement injuste et inégalitaire mais il est aussi pervers car le sort des travailleurs exploités est en apparence lié à celui de leur exploiteur et ils sont pour satisfaire leurs besoins essentiels obligés de faire des choses absolument contraires à leurs intérêts. Les travailleurs se trouvent dans la situation de galériens condamnés à ramer enchaînés à leur banc de nage ; si la galère coule, ils meurent avec elle. Pour dépasser cette contradiction, le mouvement ouvrier a imaginé plusieurs solutions. Pour les marxistes, seul le parti de la classe ouvrière formé de militants conscients a les capacités nécessaires pour abattre la société bourgeoise, les syndicats regroupant la masse des travailleurs doivent s'occuper uniquement de la défense des intérêts matériels immédiats des travailleurs. Selon la vulgate marxiste, le capitalisme doit s'effondrer de lui même miné par ses contradictions internes ; pour hâter ce jour le parti de la classe ouvrière doit s'emparer de l'appareil d'état (pour les marxistes l'état n'est qu'un simple instrument au service de la classe dominante) par le biais des élections (par exemple) puis instaurer une période de transition nécessaire pour briser les résistances, abolir les classes sociales, et convaincre la population des bienfaits de la révolution. Dans cette conception, le syndicat est réduit à un rôle subalterne ; soumis au parti il s'interpose entre la masse des travailleurs, les patrons et l'état. Il représente tous les travailleur, négocie en leur nom des accords avec patronat et état. La conception des anarcho-sindicalistes est radicalement différente : pour eux , l'état n'est pas qu'un instrument, il est un élément essentiel de la société capitaliste ; c'est lui qui protège les classes



dominantes de la colère des classes dominées (on l'a encore vu lors de la crise des gilets jaunes), c'est lui qui par tous les moyens (violence ou prébendes) va obliger les classes dominées à accepter leur statut, c'est lui qui quand c'est nécessaire va réprimer les révoltes des classes pauvres. Sans l'état le système capitaliste s'effondre immédiatement. L'état est si étroitement dépendant de la société de classe que lorsque à la suite d'une révolution, les classes sociales sont abolies, c'est autour de l'état subsistant que se recrée une classe dominante (exemple , la Russie après la révolution de 1917) . Un état ne peut pas exister dans une société sans la domination d'une classe sur les autres et une société divisée en classes inégales ne peut pas exister sans état. Pour les anarchistes, tout changement de société implique d'abord l'abolition de l'état, toute collaboration ou négociation avec l'état est impossible. En conséquence , la seule organisation pouvant permettre d'abolir la société de classe est un syndicat ayant pour objectif la révolution sociale. C'est l'outil essentiel qui par un long travail d'éducation va élever le niveau de conscience des classes exploitées, qui va leur montrer qu'une révolution sociale est non seulement possible mais également désirable et nécessaire. Le syndicat est uniquement l'outil des syndiqués, en aucun cas il ne prétend représenter tous les travailleurs, il les accompagne mais seule l'assemblée réunissant l'ensemble des travailleurs peut négocier avec des patrons et signer des accords. Pour un syndicat anarchosindicaliste, l'abolition du système capitaliste est le but essentiel, l'unique moyen pour obtenir une amélioration réelle des conditions de vie de la classe ouvrière. Toute amélioration des conditions matérielles obtenue dans le cadre du système capitaliste ne peut être que momentanée, partielle : le patronat disposant de nombreux moyens pour l'annuler. Bien sûr des combats peuvent être engagés pour obtenir des avancées en terme de droits sociaux mais ces luttes sont vues comme des moments de la guerre contre l'exploitation patronale, des étapes indispensables dans la construction du rapport de force qui va permettre de renverser le système. Elles ne constituent pas un but en soi, la seule finalité est la révolution sociale. Pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, le mouvement syndical anarchosindicaliste fait beaucoup plus confiance à ses propres forces en faisant la promotion des valeurs de solidarité et d'entraide et en développant la création de coopératives, mutuelles, caisses de retraites ... gérées par les travailleurs eux même appliquant ainsi le mot d'ordre de la première internationale « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux même ». Ces deux tendances principales, marxistes et anarchistes, ont été dominantes dans la classe ouvrière française jusqu'au début du vingtième siècle. Malgré l'étendue de leurs divergences, elles ont cohabité jusqu'au 13 octobre 1906 , date où elles s'accordèrent sur un texte de compromis qui rejetait en dehors de l'entreprise la lutte pour la transformation de la société. Ce texte, connu sous le nom de Charte d'Amiens pose les bases du syndicalisme révolutionnaire. Soucieux de préserver l'unité du

mouvement ouvrier et d'empêcher le développement des « sectes politiques ou religieuses » en son sein, les leaders anarchistes du mouvement ouvrier de l'époque acceptèrent que le syndicat se consacre uniquement à la défense des intérêts immédiats des travailleurs. En limitant le champ d'action du syndicalisme uniquement à l'entreprise et en définissant le champ du politique (et donc de la transformation sociale) comme tout ce qui est extérieur à l'entreprise, la mise en application de ce texte a assuré la domination du courant marxiste sur le mouvement ouvrier en France. Au fil du temps, le mouvement syndical a développé de plus en plus de liens avec l'appareil d'état au point de ne plus être aujourd'hui qu'un simple partenaire, parfois remuant, de l'état qui pour prix de sa compromission lui a confié la fonction d'être le gardien du mouvement social. La référence à la lutte finale, à l'émancipation des travailleurs est devenu un slogan creux, uniquement utilisé pour décorer les banderoles des manifestations du premier mai. L'abandon par toutes les centrales de toute référence à une transformation révolutionnaire de la société, leur transformation en organisations réformistes uniquement soucieuses d'obtenir des améliorations dans le cadre du système existant, va les obliger à revoir complètement leur stratégie, leur rapport à l'état et même leur rapport aux travailleurs. Leur objectif sera désormais d'arriver en position de

force à la table de négociation, de faire entendre leur voix dans les instances qui élaborent les règlements et les lois. Le développement de la conscience de classe parmi les travailleurs, leur éducation en vue de la construction d'une société libre, toutes tâches primordiales pour les syndicats d'avant 1906 deviennent à présent anecdotiques : les travailleurs ne sont plus vus que comme des masses de manœuvre à mobiliser en vue des négociations. Et parce que la négociation est le moment où tout se joue, parce que la loi ou le règlement sont des affaires de spécialistes, les syndicats vont s'équiper d'armées de professionnels de la négociation, d'experts, d'avocats, de juristes etc. La défense des salariés est devenue un service assuré par des professionnels rémunérés et les syndicats sont devenus des entreprises qui comme n'importe quelle entreprise participent du fonctionnement du système. La charte d'Amiens est donc ce moment où les syndicats ont commencé le long processus d'intégration dans le système économique global pour en arriver à ce qu'elles sont aujourd'hui, un des éléments essentiels de ce système de domination, des faux amis des travailleurs. Partout dans le monde on a assisté à cette évolution ; le système a absolument besoin pour assurer sa pérennité d'organisations en charge de la gestion du social et là où des organisations révolutionnaires ont refusées d'évoluer dans ce sens (Espagne avant 1936, Argentine ...) elles ont été exterminées.

## Grève à Mécachrome Toulouse, la légalité syndicale vs l'action directe

**A** notre époque, les syndicats institutionnels sont de véritables intermédiaires, avec les organismes gouvernementaux, capitalistes et patronaux, au nom des travailleurs qu'ils prétendent représenter. Un travailleur syndiqué est lié moralement et légalement au syndicat à qui il donne ses cotisations mensuelles.

Dans certains pays, anglo-saxons notamment, la syndicalisation est obligatoire, et fait parfois office de sécurité chômage (un ASSEDIC syndical), d'agence pour la recherche d'un emploi, et peut être, d'autres fonctions plus larges et presque toujours avec l'accord officiel de l'état. Il fut un temps, c'était les travailleurs eux-mêmes qui décidaient de leurs nouvelles conditions de travail. Par leur vote en AG, ils pouvaient accepter ou rejeter des choix à faire dans leurs combats, avec un mandat contrôlable et sanctionnable à tout instant. Ils devaient faire attention aux répressions celle du patronat comme celle de l'état, qui souvent les obligeaient à la discrétion, voire à la clandestinité, c'était loin d'être une partie de plaisir.

### La « légalité »

Dernièrement à mon boulot, travailleurs syndiqués et non syndiqués, avons fait avec les syndicalistes sérieux et officiels une AG, pour diverses infos sur les négociations N.A.O- négociation annuelle obligatoire- afin de savoir ce qu'ils comptaient faire, quelles étaient leurs propositions, et faire savoir ce que nous autres en tant que salariés avions à dire et ce que nous proposons.

Nous nous sommes lancés (et lâchés) sur diverses propositions d'actions que nous pourrions faire ensemble. Mais nous nous

sommes heurtés systématiquement à des remarques allant de « ce n'est pas légal », « c'est risqué », « on peut pas faire ci », ou encore « on peut pas faire ça », toute forme de pression envers la direction se voyait sanctionnée par un « oui mais... », ; et pourtant ils avaient l'air d'en vouloir nos syndicalistes, mais leur légalisme, nous avions beau le savoir depuis longtemps, nous laisse quasiment toujours pantois.

Alors du coup au renfort d'internet notre ami, nous avons remis à jour nos connaissances afin d'être au clair sur ce qui est interdit et ce qui est autorisé pour le droit de grève. Il va de soi que ce qui est autorisé est noyé par une multiplicité d'interdictions qui servent le Patronat qui peut dormir tranquille.

Le figaro du 25 avril 2009, journal super sérieux et fiable en la matière, nous rappelle que pour faire grève, d'après eux, en théorie il faut :

-Dans le secteur privé, « Une cessation collective et concertée du travail en vue d'appuyer des revendications professionnelles » les grèves politiques ou « de solidarité » pour des motifs non collectifs ou non professionnels sont par conséquent illicites. Et que l'objectif de grève ne vise pas clairement la faillite de l'entreprise. Comme si les travailleurs font forcément grève pour le plaisir afin de couler la boîte où ils vont quotidiennement gagner leurs vies ; les journalistes du figaro, sont parfois étonnants.

-Il est également interdit de déclencher des grèves surprises, des grèves tournantes. Un préalable est obligatoire, celui d'un préavis de 5 jours, avec négociation préalable.

-Interdiction pour les lycéens et les étudiants qui ne sauraient se mettre en grève. (!)

-Il est autorisé d'occuper les locaux (!), mais il est interdit d'en

## 6●●●●Monde du travail●

bloquer l'accès aux non-grévistes, ou d'installer des piquets de grève dissuasifs.

-la violence est évidemment interdite - les coups, les séquestrations, le sabotage, le vandalisme- , le coupable de tels actes s'expose à trois types de sanctions : pénales jusqu'à 20 ans de prison, et 75 000 euros d'amende, pour une séquestration avec violence de plus de 7 jours, le licenciement pour fautes lourdes, ainsi qu'au civil, il s'expose à devoir verser des dommages et intérêts pour réparation de préjudice.

-On peut se retourner contre l'état si on estime les sanctions injustes, mais il est difficile de démontrer la faute de l'état.

-Les grévistes peuvent être interpellés pour abus de droit de grève, seulement en flagrant délit, ou sans contestation possible sur le fait qu'ils sont bien les auteurs d'actes incriminés.

Ce n'est qu'un aperçu tiré du journal « le Figaro », qui est partiel et surtout partiel et discutable, mais ça démontre bien que nos prétendues libertés syndicales sont bien encadrées, et que parfois ils peuvent s'ils en ont envie, nous sanctionner, et nous emprisonner, vu que dans la vraie vie, beaucoup de grève ne sont pas « légales ».

### La grève est une gymnastique révolutionnaire

De nos jours, la société bourgeoise, considère comme grève légitime, uniquement les luttes contre les suppressions de travail et les délocalisations à l'étranger. Ce qui sous-entend tout de même qu'ils n'ont jamais vraiment considéré cette seule et unique modalité d'action que possède le prolétariat, et la classe ouvrière en particulier, comme légitime, et ce, depuis toujours. La grève est un droit constitutionnel que la bourgeoisie daigne encore nous accorder pour l'instant.

Le seul droit dont nous disposons dans la région France pour cette pratique réside uniquement dans l'arrêt total du travail, toute autre modalité est interdites (grèves perlées, grève du zèle...). Et contrairement à ce que dit le « figaro » dans le privé, les salariés ne sont pas forcés de donner un préavis, la grève est licite, même si elle n'a pas été précédée d'un avertissement, ou d'une tentative de conciliation avec l'employeur. Faire la grève implique un sacrifice sur son salaire, une perte proportionnelle au temps chômé. Ce temps doit être consacré à convaincre les collègues de prendre part à la bagarre également. Si ce combat doit durer il est recommandable de créer une caisse de grève, pour pouvoir palier aux soucis financiers des travailleurs en lutte, ce soutien dépend forcément des dons récoltés à droite et à gauche, pour soutenir la lutte. Il ne paraît pas nécessaire d'être syndiqué à une quelconque centrale, il suffit de ne pas être seul. Sachant tout ça, et nous n'avons que ça pour nous défendre, il faut bien trouver un moyen d'être victorieux, et là le légalisme intervient. Dans une AG de travailleurs en lutte, seule l'assemblée est souveraine et décide des modalités d'action, c'est à cette occasion que nous pouvons prendre le pouvoir sur nos vies, décider collectivement de ce qui nous semble bon pour nous et rejeter ce qui ne nous convient pas. C'est le moment où l'on peut évacuer les non-dits sur notre boulot, les désaccords et les polémiques y ont leurs place, car il s'agit de dépasser nos divergences. Il s'agit de construire la lutte, et par conséquent trouver la stratégie qui nous convient le mieux, et élaborer nos propres positions. Les syndicats sont aujourd'hui intégrés au système capitaliste, ils ne sont que le

porte-voix du patronat puisqu'ils sont totalement domestiqués, nous ne pouvons agir que collectivement en toute indépendance. Une AG où le syndicat prend (ou conduit, dirige, oriente) les décisions à la place des employés, est une AG qui nous est confisquée.

Alors il est nécessaire de mettre à l'écart les partis politiques quels qu'ils soient de gauche comme de droite ou des extrêmes, les syndicats officiels et autres vautours. Il est nécessaire de créer des coordinations entre nous et les différents secteurs d'activité en grève. De mettre en place un comité de grève indépendant pour faire vivre les positions de l'assemblée, constitué de travailleurs avec des tâches vérifiables, contrôlables, et révoquant par l'AG si nécessaire..

Car il faut toujours être vigilant, surtout avec les faux amis, qui ne roulent jamais avec nous, mais constamment avec la légalité que le gouvernement impose, donc que le patronat impose. Dans la région France, il semblerait qu'il existe une forme de « démocratie » relative, qui permette l'exercice d'un droit d'expression comme la liberté de la presse, ou droit de se réunir et de s'associer, et ce, depuis longtemps.

Mais même les gouvernements « démocratiques » essaient toujours et constamment de restreindre et de réinterpréter ces textes avec des arguties juridiques, et il faut s'attendre, peut-être un jour, à une totale remise en cause de la grève qui est l'unique arme à peu près efficace que possède le prolétariat.

### Pour finir

Ce sont pas les syndicats et partis politiques de toute sensibilité qui protégeront les prolétaires contre d'éventuelles attaques politiques et sociales par le système, en place, toujours au nom de belle et noble idée de démocratie, d'écologie, de féminisme, de liberté des cultes, d'unité nationale, de nationalisme, de régionalisme, et autres marottes des bourgeoisies françaises et étrangères, de droite ou de gauche, qui servent presque toujours à nous faire avaler encore toujours plus de couleuvres.

Les syndicats, ce sont eux qui ont sifflé la fin de la récré en Mai 68, et qui nous ont renvoyé au charbon à coup de pied au cul. Quand on fait une grève avec des syndicats institutionnels, il y a toujours la question de la légalité vis-à-vis de l'état, du système économique, bref de la bourgeoisie, qui elle seule écrit les règles du jeu ; dans ces conditions nous perdrons toujours si nous ne dépassons pas cette vision super légaliste des luttes. La classe dominante a besoin de domestiquer le prolétariat, car il en va de sa survie. Parce qu'en même temps qu'elle accorde le droit de grève, elle l'encadre fortement et le limite. Quand on réalise une véritable grève qui se passe de toutes autorisations, ou les intérêts de la classe dominante sont vraiment attaqués, cette grève sera forcément toujours déclarée illégale, sauvage et anti-syndicale, ce qu'elle est dans le fond., mais elle seule est émancipatrice et nous rend notre dignité de travailleur.



## La grève chez MECACHROME, est une expérience riche en enseignement.

**A**u mois d'Avril dernier, nous les travailleurs de Mécachrome avons été conviés à une réunion d'info à l'appel de la CGT Mécachrome – Launaguet, pour pouvoir parler de la situation au sujet des NAO (négociation annuelle obligatoire : c-a-d les augmentations générales), vu que cela faisait déjà quelques années qu'aucun d'entre nous, n' avait été augmenté, et qu'il y avait une certaine ambiance électrique dans les ateliers dès que le sujet était abordé par quelqu'un.

Dans cette réunion d'info les collègues ont raconté leur ressentis et leur aigreurs vis à vis de la direction, qui n'a pour nous que mépris et cynisme. De là nous avons évoqué devant les syndicalistes qu'il nous faudrait un talon de 200 € minimum pour favoriser les plus petits salaires, et une augmentation digne de ce nom, pour pouvoir suivre l'inflation.

Suite à ça, nous avons eu les jours suivant une autre réunion à l'appel de la CGT, pour pouvoir nous informer, de ce que la direction propose c'est à dire une augmentation de 2% , et avoir notre avis, pour la négociation. Un délégué CGT nous a parlé d'une intersyndicale avec les autres syndicats du groupe Mécachrome, à savoir F.O, CFDT, CFIC... qui eux proposaient une augmentation qui n'était pas tellement plus intéressante que celle proposée par la direction. Nous avons signifié suite aux propositions aux syndicales toute notre défiance devant ce qu'il risquait de se passer à savoir RIEN !

De cette réunion il en est sorti que nous ne participerons pas à l'intersyndicale de F.O pour avoir des clopinettes, mais qu'en plus nous voulons une augmentation de 7%, avec bien entendu un talon minimum de 200 €. Nous avons aussi discuté des modalités plus ou moins alternatives de lutte, où certains des syndicalistes étaient frileux, car « il fallait rester dans la légalité » (NDR : voir texte légalité syndicale vs l'action directe dans ce même numéro), alors certain d'entre nous avons décidé de mettre la pression à la CGT pour qu'ils aillent enfin au combat.

Comme nous nous doutions que la direction ne voudrait rien savoir de nos revendications, et que nous partions au combat pour un bon bout de temps, les syndiqués ont proposé une grève de 3 heures pour chaque équipes, à savoir : matin, après-midi et journée, deux jours dans la semaine. Nous avons donc fait une banderole « neutre » sans le nom particulier d'un syndicat, et dès le premier débrayage, nous avons pu discuter entre-nous, et peu à peu s'est installé l'idée d'un fonctionnement en AG décisionnaire et souveraine. Nous avons insisté sur le fait que les syndicats (CGT et CGC) devaient se plier

comme tout le monde aux décisions prises par nous tous, dès le premier jour de grève. Nous avons ensuite commencé à réfléchir ensemble les jours suivants, à comment tenir le plus longtemps possible, pour maintenir la pression face à la direction et ses acolytes. L'idée d'une caisse de grève à été évoquée et adoptée, en prenant l'exemple du boxeur gilet jaune Dettinger. L'idée est de limiter la casse au niveau de nos finances, car dans cette usine les travailleurs des ateliers ont des petits salaires, voire pour certain le SMIC.

De cette grève nous avons beaucoup discuté entre nous, et débattu du comment on s'organise, et quelle stratégie adopter. Un appel à soutien a été lancé, le plus largement possible vers tous les syndicats, organisations politique, autonomes, divers médias voire simples individu lambda de diverse sensibilité politique, que nous connaissons chacun de notre côté. Pour pouvoir maintenir notre pression envers la direction, jusqu'au 1er jour des négociations des NAO.

Le jour de la première négociation la direction nous à proposer un talon de 50 € et une augmentation de 2,5%.

Inutile de dire que l'assemblée à très mal pris ce crachat à la « gueule » puisque traitée comme du bétail !



En réponse nous avons décidé à l'unanimité de passer de deux jours de débrayage de 3H à 4 Jours. Ce qui n'a pas été du goût des cadres dirigeants, qui ont tenté de nous intimider d'atelier en atelier, en nous culpabilisant et nous sommer de reprendre le boulot. Chose qu'ils n'auraient pas dû faire, puisqu'ils ont confirmé que nous touchions un

point sensible.

Nous avons poursuivi notre action jusqu'à la seconde négociation, ou cette fois ils nous ont proposé un talon de 65 Euros, et 3,5% d'augmentation, là non plus le compte n'y était pas, et depuis nous continuons à nous battre (NDR : à ce jour la grève est fini).

Toutes ces décisions ont été prise en AG décisionnaire et souveraine, avec la participation des travailleurs syndiqués ou non, sur une base de démocratie directe le plus égalitaire possible.

La critique que nous pourrions porter sur notre combat : de fait aucun d'entre-nous, n'avait de l'expérience pour des grèves de longue durée, et de nous auto-organiser en conséquence.

Par exemple les collègues encartés à la CGT, malgré toute leur bonne volonté, ont forcément informé leur hiérarchie syndicale de l'UD, qui eux n'appréciaient pas forcément notre façon de procéder ; les promesses de dons financiers de leur part pour notre caisse de grève (2000 Euros) , à ce moment où j'écris ces lignes sont toujours en attente, donneront ils ou pas ? Nous n'en savons rien.

De même nos difficultés à entrer en contact avec les travailleurs des autres sites de Mecachrome, qui se trouvent tous au nord du territoire de la région France, les Cégétistes doivent bien avoir des

## 8●●●●Monde du travail●

contacts, mais probablement seulement avec les syndicalistes de ces sites, quasiment aucun ouvrier lambda, et nous ignorons s'ils sont au courant de notre action et surtout si, il y a une possibilité d'élargissement de la lutte ou non. Nous sommes complètement isolés. Notre espoir est notamment de donner des idées aux autres usines De l'aéronautique de la région Toulousaine, qui sont quasiment dans la même situation que nous.

Ce qu'il faut souligner, c'est que le rôle du syndicalisme officiel n'est pas forcément indispensable, et qu'ils peuvent se retourner contre les travailleurs eux-mêmes, depuis le début nos craintes sont qu'ils se contentent du peu que nous avons « gagné » et qu'ils nous renvoient au boulot dès que possible. Il est donc nécessaire et vital dans une grève, sur son lieu de travail de privilégier l'action directe qui consiste à ne pas passer par les intermédiaires « syndicaux-bureaucrates », et d'éviter de se faire avoir par les rouages de cette bureaucratie et du légalisme frileux, qui cautionnent de fait l'exploitation capitaliste du salarié. Il incombe aux travailleurs de s'organiser, et d'organiser leur lieu de travail pour pouvoir se libérer du salariat. La grève est par exemple, un processus d'auto-éducation, où les prolétaires apprennent peu à peu, créent de la solidarité, de l'entraide, face à un patronat qui nous voit seulement comme des machines et pas que chez Mecachrome, mais partout ailleurs.

Nous avons commencé cette grève, sans trop savoir où nous allions. La plupart des collègues, avait tendance habituellement en s'en remettre aux syndicats officiels en l'occurrence la CGT et la CGC, qui pour eux ne représentent qu'un bureau de service en cas de litige avec la direction, ou alors un guichet du C.E pour se procurer des billets pour un match, ou une séance de cinéma. Mes collègues, les syndicalistes officiels et moi même avons découvert et appris à comment lutter et faire face à une direction sèche et bornée, qui ne veut rien entendre, si ce n'est en nous donnant quelques miettes dans l'espoir de nous calmer, avec accessoirement des tentatives de chantage lors des négociations NAO. Notre assemblée a été et est un outil d'apprentissage révolutionnaire, ou l'on découvre l'importance de la communication entre nous, les échanges de nos points de vue, entre les syndiqués et non syndiqués, avec une certaine égalité, ou nous avons exigés du syndicat hégémonique de l'usine Toulousaine c'est à dire la CGT, de se plier comme nous tous, aux décisions de l'assemblée générale et souveraine, la constitution de notre caisse de grève, où les gestionnaires sont contrôlables et éjectables à tout instant. Certes, ce n'est pas encore suffisant pour une révolution sociale, mais cela permet de faire découvrir à tous, comment nous devrions et devons lutter..

---

## Le grève est une gymnastique révolutionnaire

**L**a grève de Mecachrome-Toulouse, est terminée, lassés et fatigués par la lutte, les travailleurs sont retournés au boulot, dépités et un peu éccœurés. **Aucun lien n'a pu être fait en raison de l'isolement du site Toulousain avec les sites du nord du territoire. Aucun lien n'a effectivement pu être effectuée notamment en raison de syndicalisme « officiel », c'est à dire des organisations ouvrières, reconnues par le patronat, puisqu'ils se présentent aux élections professionnelles, qui ont, s'ils le désirent, des subventions de l'état (donc de la bourgeoisie), et sont des partenaires sociaux, qui parlent au nom des travailleurs, sans forcément tenir compte des aspirations de ces derniers.**

Alors le syndicat « officiel » du site d'Amboise, étant au courant de la grève du site Toulousain, n'a pas informé les gens sur place, pire encore, ils ont fait carrément de la rétention d'information, quand les ouvriers du site ont posé des questions, sur ce qui se passait à Toulouse.

Ces mêmes syndicats ont signé les accords NAO, sans au préalable sans en informer les salariés, et les ont mis devant le fait accompli. Ce sont ces NAO qui ont pourtant mis les travailleurs Toulousains en colère. Objectivement ces syndicats ont été, et sont d'authentiques auxiliaires patronaux. Et comble du « crachat à la gueule », ils ont osé affirmer que « la démocratie a gagné ! ».

Effectivement nous employons le terme de syndicat « officiel », puisque ces « partenaires sociaux » se présentent aux élections professionnelles, et n'ont aucun problème de reconnaissance de la

part des propriétaires des outils de production. Et quand un syndicat existe et ne se présente pas en refusant toute participation à cette mascarade, alors un patron légalement n'est pas obligé d'accepter la création de ce syndicat au sein de son entreprise. C'est du syndicalisme « officiel et légal », selon la direction de l'usine BASF dans le département de l'allier, et ils n'acceptent que ça, le reste est considéré comme interdit par la loi (ndr : lol). Les règles du jeu sont écrites par la bourgeoisie elle-même bien entendu.

Cela fait déjà longtemps que le syndicalisme est domestiqué et est intégré comme une institution étatique, disons-le clairement c'est l'état. C'est une institution impliquée dans la vente de la force de travail, et qui sert dans la région France comme en région Suède ou ailleurs, d'agent de maintien de la paix sociale. Toute réforme à l'intérieur de ces organismes est impossible. Il est judicieux de les considérés comme ennemis.

En ce qui nous concerne, on nous fera remarquer que nous sommes Anarchosyndicalistes, et qu'il y a le terme de syndicaliste, dans le courant dont nous nous revendiquons. Non seulement notre syndicalisme n'a rien à voir avec eux, mais même si ce mot est galvaudé et que nous assumons notre passé, le nom qui nous définirait le mieux, serait « société de résistance » ou « groupement de prolétaires » à l'instar de la F.O.R.A argentine des années 20, qui rejetait la dénomination de syndicat, puisque tout le monde y met à peu près ce qu'il veut, le meilleur comme le pire.

Une vraie organisation ouvrière qui lutterait, contre l'exploitation du salariat, n'a pas à donner de gages à la classes dominante. Le combat contre l'exploitation de notre temps de vie, est une nécessité, c'est une lutte sans merci pour notre émancipation, donc nous n'avons pas à attendre des cadeaux, de la part du camp d'en face.

Nous vendons notre force de travail comme une marchandise puisque le monde du travail est un marché. Le salariat est la source de notre misère, et la base du système capitaliste.

La fameuse phrase incantatoire de « la démocratie a gagné » employée par un syndicat de Mécachrome, comme pour célébrer la fin de la grève, est très mal passée et laisse à supposer bien des choses. Cette « démocratie » n'est en réalité, que le système rêvé de la direction de cette usine, qui fait passer les salariés grévistes, pour des terroristes agressifs. Leurs « démocratie » est rarement à notre avantage, mais plutôt notre esclavage, dans le monde du salariat, où nous n'avons qu'un seul droit, celui de travailler. Le problème est beaucoup plus profond qu'on ne l'imagine, avec ce terme de « démocratie », qui comme pour le terme de « syndicalisme » chacun y met ce qu'il a envie d'y voir, avec la plupart du temps la vision commune que la société renvoie, reste la vision de la classe dominante.

La réalité de la vie des ouvriers, mis à part d'aller au boulot, c'est le droit d'aller voir un match de foot de temps en temps, le bistrot du coin, ou bien encore les discothèques le samedi soir. et éventuellement d'aller voter quand on lui demande, ce qui lui donne ou donnerait une illusion de liberté. Le reste du temps il est raillé et méprisé socialement et politiquement, un ouvrier est forcément un raciste/fasciste, ou alors à une certaine époque un Stalinien borné, ou alors un gilet jaune bourré de théorie du complot, mais quasiment toujours considéré comme un demeuré. La prétendue démocratie dont se gargarisent ces syndicalistes, n'est rien d'autres que l'essence

de l'exploitation capitaliste, et la classe dominante nous octroie le « droit » de nous assembler, selon son bon vouloir, et jusqu'à ce qu'une interdiction toute démocratique nous interdise de nous organiser, pour une raison quelconque. Et en général c'est toujours pour une bonne raison, puisque nous sommes considérés comme des enfants. Nous considérons que nous n'avons rien de commun, ni de prêt, ni de loin, avec la politique des diverses fractions bourgeoises qu'elles soient de droite comme de gauche, stalinienne, fasciste ou islamiste, les modérées comme leur ailes « extrêmes ».

De cette fin de grève, il faudra, et il est vital, que les salariés de Mecachrome, comme d'ailleurs tous les travailleurs où qu'ils se trouvent dans le monde, et quelle que soit l'activité économique et sociale, réussissent à rompre l'isolement que nos employeurs nous imposent. L'échec de la grève de Mécachrome est principalement due à l'isolement et l'absence de communication des ouvriers Toulousain avec leurs collègues du nord du pays.

La grève est une école de lutte, et dans tous les mouvements sociaux du prolétariat, il y a les germes d'une remise en cause de ce système social et de l'ordre établis. Par conséquent il est nécessaire pour les exploités, de s'associer, de créer des réseaux, de favoriser la formation de groupe et de réseau, pour instaurer une société de résistance, en contournant et combattant, les annexes du capital que sont les syndicats et partis politiques, et le capitalisme dans sa globalité

**Une vraie organisation ouvrière qui lutterait, contre l'exploitation du salariat, n'a pas à donner de gages à la classes dominante.**

**Retour sur le mouvement pour les salaires à Mecachrome**

En mai 2022, les ouvriers de Mecachrome, une entreprise du secteur aéronautique de la région Toulousaine, se sont mis en grève pour réclamer une augmentation des salaires face à l'inflation. Le mouvement a été singulier par le rôle joué par l'Assemblée générale des travailleurs en lutte.



Lucien, ouvrier gréviste, revient sur le mouvement, ses revendications, son organisation, son rapport avec les syndicats et les perspectives, d'un point de vue anarchosyndicaliste.

Interview réalisée par Radio Asso, à Montauban le lundi 13 juin

<https://www.radioassociation.net/emissions-details.html?emission=7>

## Informa Bulteno – Printempo/somero 2022

L'un des plus puissants instruments de domination de tout l'impérialisme est la langue. On se souvient que la guerre qui avait déchiré la Yougoslavie avait été d'abord préparée par les nationalistes croates qui avaient introduit une séparation linguistique entre le croate et le serbe, alors que jusque là tout le monde parlait le serbo-croate. De nouveau avec la guerre en Ukraine on observe l'instrumentalisation des langues par les nationalistes des deux camps : côté Russe, Poutine dit être intervenu entre autre pour défendre la langue Russe et met en place un programme de russification forcée dans les zones occupées par son armée (même si toutes les populations n'y sont pas russophones : il y a aussi des tatars, des arméniens, des grecs, ...). Côté Ukrainien, les nationalistes ne sont pas non plus en reste. La campagne de dérussification bâtit son plein, même dans des zones où on a jamais parlé ukrainien comme à Lvov (qui était polonaise jusqu'en 1945) et Kharkov (qui est majoritairement russophone) et qui doivent désormais s'écrire selon l'orthographe Ukrainienne - Lviv et

Kharkiv. Des familles de réfugiés originaires de Kharkov que nous avons aidé lors de leur exil en France nous ont aussi raconté avoir été rejetées par des associations Ukrainiennes de solidarité en Ukraine, car comme elles ne parlaient que Russe elles ont été qualifiées de traitres ! Alors qu'elles fuyaient les bombardements de l'armée Russe !!!



Il est urgent pour briser les sentiments nationalistes de remettre au goût du jour le projet d'une langue internationale qui serve de langue auxiliaire d'échange et qui ne soit pas liée à un impérialisme culturel comme peut être l'être l'anglais. L'espéranto a été créé à cet effet il y a plus de cent ans déjà. L'Espéranto a démontré son intérêt et sa facilité d'apprentissage et d'usage. Il existe de nombreux clubs pour pratiquer en France et dans le Monde, on peut aussi communiquer régulièrement et facilement sur les réseaux sociaux. Des compagnons anarchosindicalistes internationaux (France, Japon, Espagne, Ukraine) a réalisé une petite feuille d'info en Esperanto au sujet de la guerre en Ukraine. Pour la recevoir, envoyez

un email à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)

Ba-Jin

## Brochures CNT-AIT

La CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés, aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchosindicalistes, que des analyses ou des textes théoriques. N'hésitez pas à nous écrire pour connaître notre catalogue de plus de 40 titres. Dernière sortie : à l'occasion de la venue en Europe de la "traversée pour la vie" des néo-zapatistes mexicains, nous venons d'éditer une compilation d'articles des anarchistes mexicains qui critiquent le spectacle de l'EZLN et sa tournée européenne de rock stars vieillissantes. Vous pouvez la commander au format papier en écrivant à l'adresse du journal ( le prix de revient de cette brochure imprimée et expédiée par la poste est, comme les autres, de l'ordre de 4 euros ) ou bien la télécharger gratuitement sur internet : <http://cnt-ait.info/category/bro/>

- "Détruisez le mouvement de Makbno", la guerre secrète des bolchéviques contre Nestor et ses insurgés, dans la révolution et l'exil

- L'irradiation pornographique du néo-zapatisme

- Gilet Jaunes : 1 an de mouvement

- Blasphème ! Ces Anarchistes ne respectent donc rien !

Tome 1 : de Ravachol à Mila

Tome 2 : En Asie non plus

- Technique de lutte

- Grève des loyers : action directe contre la vie chère

- Grève des loyers : Tome 2 action directe contre la vie chère, pour un logement digne

- Anarchistes pas républicains, les Anarchosindicalistes et la résistance

Tome 1 : Des camps républicains du mépris aux maquis

Tome 2 : Quand les migrants et les parias tenaient les maquis du Cantal



## Martin HIRSCH s'en va mais les problèmes restent ! La Collégiale doit rouvrir !

**C**hapeau l'artiste ! Après avoir œuvré au sabordage de l'AP-HP pendant 13 ans, Martin Hirsch a donc annoncé ce 17 juin qu'il abandonnait le navire alors que tous les voyants de l'AP-HP sont au rouge écarlate que ce soit en terme de manque de personnel ou de lits fermés, et que l'été s'annonce explosif !

En 9 ans, il aura pratiqué la tactique du bulldozer : aggravation des conditions de travail par des cycles de travail unanimement rejetés car épuisants, protocoles imposant la mobilité horaire et la flexibilité, suppression des centres de formation (écoles d'assistantes sociales et des techniciens de laboratoire, école d'infirmières de Paul Brousse, écoles d'aides-soignants ... ), fermeture des établissements (Hôtel Dieu, Charles Richet / Adélaïde Hauteval, Joffre, la Rochefoucauld et maintenant la Collégiale) et d'autres à venir (Beaujon, Bichat, ...)

Son bilan parle de lui-même : aujourd'hui à l'AP-HP il manque plus de 1500 infirmières, 5000 lits sont fermés par manque de personnel, mettant en péril l'accès au soin en Ile de France, la première région de France en population !

Mais il ne faut pas oublier que si Hirsch a pu mener à bien ce véritable sabotage, c'est grâce à l'appui des présidents successifs qu'il a servi : Hollande (Parti Socialiste), Sarkozy (LR) et Macron (LREM/Ensemble !), sans oublier la participation de la Mairie de Paris – dirigée par une alliance hétéroclite anticipation de la NUPES avant l'heure, et qui participe au Conseil de Surveillance l'AP-HP. Hirsch a été le symbole de « l'Union nationale » vantée aujourd'hui aussi bien à droite qu'à gauche !!!

### QU'ILS S'EN AILLENT TOUS !

Hirsch s'en va, mais ne rêvons pas : son successeur fera exactement la même politique. Celle de la casse du service hospitalier et de ses personnels.

Plus que jamais, il est urgent que l'ensemble du personnel, ami aussi des patients se mobilise pour sauver ce qu'il est encore possible de sauver. Nous appelons à des assemblées des personnels soignants, administratifs, patients et usagers, pour discuter du système de santé que nous voulons et comment nous organiser pour nous faire entendre directement, sans passer par des politiciens qui promettent beaucoup mais une fois élus font le contraire !

**HIRSCH LA CLASSE : PARTIR SUR UN MENSONGE ...**

Le 30 mai dernier, Martin Hirsch intervenait au micro de la Matinale de France-Inter pour vanter son plan « refondation pour l'Hôpital ». Il profitait opportunément de la période de réserve électorale et du silence ministériel pour faire son autopromotion et essayer ainsi de se placer dans la perspective d'un futur maroquin ministériel après les élections.

Là ! Il faut croire que sa manœuvre a été diversement appréciée puisqu'il a finalement annoncé sa démission 2 semaines après.

Il faut dire que sa manœuvre était grossière : s'il a dressé un tableau sans complaisance de la situation catastrophique de l'hôpital, il a quand même oublié de mentionner sa responsabilité dans le désastre. La modestie sans doute ... Puis quand le journaliste de France-Inter évoque la fermeture de l'hôpital de la Collégiale et son service gériatrique, en plein scandale Orpéa, il essaie de faire pleurer dans les chaumières en décrivant un nombre réduit de patients, dans des chambres à peine aux normes et sans toilettes, qui seront bien mieux pour affronter la chaleur estivale là où ils vont être transférés. Hirsch



se dit « honnête et transparent » ... Mais plus c'est gros et plus ça passe : le nombre de patients affecté par ce transfert brutal et sans préavis est le double de ce qu'il annonce. Et les chambres de la Collégiale sont bien toutes équipées d'un sanitaire complet comme le démontre cette photo d'une chambre lambda. Par contre les chambres qui accueilleront les malade à Broca ne sont ni neuves ni toutes équipées de douche. Et il y aura au final moins de personnel pour s'occuper d'eux qu'à la collégiale !!!

En attendant, cette fermeture a des répercussions terribles sur tout le monde : les certains anciens et habitués patients sont complètement déstabilisés et ne retrouvent plus du tout leurs repères, ce qui n'est pas bon pour leur santé mentale. Quant au personnel, certains craquent de se voir ainsi traités comme des pions qu'on balade sans tenir compte de leurs dizaines d'années de service à la Collégiale ... C'est du jamais vu et l'été ne fera qu'empirer la situation !

Ce mensonge au micro de France-Inter, lors de l'émission la plus écoutée de France avait pour but de convaincre les auditeurs de l'humanisme et la justesse de la politique portée par Martin Hirsch depuis 13 ans. Hélas, il est certain que le double discours politique ne partira pas avec lui et que sans lutte conjointe des personnels et des usagers, ils vont continuer à nous faire avaler des couleuvres pour faire passer leurs projets de destruction du système de santé.

Texte issu d Bulletin « un autre futur pour la santé » édité par les travailleurs du secteur santé de la CNT-AIT : sante-social@cnt-ait.info

## Retraites : massacre à la tronçonneuse (la démographie a bon dos ...)

A entendre la propagande gouvernementale depuis plus de 25 ans, il semblerait que les habitants de ce pays ont contracté une sacrée mauvaise habitude. Un vice. Une tare même : figurez-vous qu'ils se sont mis dans la tête de vivre pendant leur retraite ! Un comble ! Selon un rapport officiel, chaque année ces gredins grignotent « 2 à 3 mois d'espérance de vie supplémentaires à partir de 60 ans ». Aussi, « aujourd'hui, les Français peuvent espérer vivre jusqu'à 77 ans et les françaises jusqu'à 84 ans » et cela alors qu'au bon vieux temps, « en 1950, l'espérance de vie était de 66 ans. ». Cette moyenne cache d'énormes injustices : l'espérance de vie d'un manoeuvre n'a rien à voir avec celle d'un cadre supérieur... or, ils doivent cotiser aussi longtemps l'un que l'autre ! Une petite « anomalie » qui laisse de marbre nos dirigeants...

Une situation aussi inacceptable ne saurait durer. Le gouvernement a décidé de prendre le taureau (à moins que ce ne soit un autre animal tout aussi cornu...) par les cornes. Avec des larmes de crocodile dans la voix, après avoir constaté que « Notre système des retraites » « est au cœur de la solidarité nationale » et que « tous les Français y sont très attachés », il nous présente « la » solution : nous obliger à travailler plus, plus vite, plus fort, plus longtemps.

### FAIBLESSE DE L'ARGUMENT DEMOGRAPHIQUE

Martelé depuis des années par les médias, histoire de bien préparer l'opinion publique, c'est un argument démographique qui nous est présenté comme incontournable. Un bel exemple de pensée unique : « déséquilibres financiers très importants, en raison du vieillissement de la population française » peut-on lire sur le site de la Fonction publique, tandis que le Conseil d'Orientation des Retraites enfonce le clou : « les déficits annoncés résultent de la hausse de notre espérance de vie ».

Un tel argument a pour lui d'être simple, « à la portée de tout le monde ». Présenté tel quel, il semble imparable : il y a de plus en plus de personnes âgées, donc, proportionnellement moins d'actifs pour « financer » chaque retraité. C'est MA-THE-MA-TI-QUE... nous répètent en boucle les présentateurs des chaînes d'infos en continue, de BFM à LCI en passant par FranceInfo et Cnews. Sauf que C'EST FAUX !, tout simplement parce que la question démographique fait partie d'un ensemble économique et ne peut être comprise et traitée séparément de son contexte.

S'en tenir au seul argument démographique, c'est tout d'abord feindre ignorer que la productivité a sacrément augmenté : quand un tailleur (un métier typique des années 50, la fameuse époque où nous n'avions que 66 ans d'espérance de vie...) mettait plusieurs jours à fabriquer un seul costume, quelques dizaines d'ouvrières en sortent maintenant sur une chaîne des milliers en moins de 24 heures... autrement dit, il y a certes moins d'actifs pour chaque retraité, mais chaque actif produit

beaucoup plus !

LES ACTIONNAIRES NOUS COUTENT UN POGNON DE DINGUE !

Deuxièmement, ne parler que de démographie en comparant la situation antérieure à l'actuelle, c'est faire comme si la répartition des richesses produites était restée stable entre ces deux périodes. Or, ce n'est pas du tout le cas. La proportion de la production (richesse) qui revient aux actifs (travailleurs) n'a cessé de baisser, celle des capitalistes (actionnaires) n'a cessé d'augmenter. En trente ans ces derniers ont pris plus de 10 % de toute la richesse produite, en plus de ce qu'ils prenaient déjà ! Rien qu'en 2018, les seuls actionnaires du CAC40 (les 40 plus grosses entreprises françaises) se sont accaparés 57 milliards d'Euros, autant qui n'ont pas été versés aux actifs ni aux retraités, soit plus de 13% de plus qu'en 2017 !

Si les capitalistes n'avaient pas pris une part croissante « du gâteau », si la proportion était restée ce qu'elle était en 1981, il n'y aurait pas de problème de financement des retraites, papy boom ou pas !

Travailler plus vieux, pour chômer plus jeune !

Enfin, la lecture en détail des rapports officiels révèle, par-ci par-là, des informations bien utiles. Ainsi, peut-on lire que si « l'ensemble des régimes de retraite et de chômage » est maintenant déficitaire, en un

temps tout de même pas très lointain, « en 2008, ces régimes disposaient d'un excédent global de 4 milliards d'euros ». Que s'est-il passé entre temps ? La crise qui « leur a coûté environ 21 milliards en 2010 ». Et oui, « on » a bien trouvé de l'argent pour les banques, mais maintenant, ce même « on » veut nous faire payer « le principal et les intérêts » !

Loin de découler, comme un long fleuve tranquille, d'une nécessité démographique, le « massacre des

retraites » résulte clairement d'un choix cynique. A terme, l'objectif du pouvoir est de liquider TOUTES les retraites telles qu'elles sont aujourd'hui (et qui reposent sur une certaine solidarité) pour obliger tout un chacun à tenter de « protéger » sa future vieillesse en confiant sa retraite au privé, aux assureurs, au banquiers... qui ont amplement prouvé, aux USA par exemple, qu'ils « jouent » avec cet argent quitte à plumer totalement le dépositaire !

En 1981, 74 % de la richesse produite en France allait aux salariés. En 2009, cette proportion était tombée à 65 %, puis 60% en 2019 (Source : INSEE). C'est à ceux qui empochent la différence qu'il faut présenter la facture des retraites, pas aux salariés !



Aux USA il n'est pas rare de travailler au delà de 70 ans ...

# Lutte contre l'homophobie : n'oublions pas !

Zemmour continue son révisionnisme. Après son copié collé de l'interview de Darquier de Pellepoix dans l'Express en 78 justifiant la politique antisémite de Vichy, il dit maintenant que les déportations par les nazis d'homosexuels en France sont une légende.

Manifestement il n'a pas entendu parlé de Pierre Seel, qui a pourtant témoigné de son arrestation et sa déportation. Par contre il n'a pas pu entendre Jo, l'amour de Pierre, témoigner de son calvaire : il a été assassiné par les nazis de la manière la plus horrible qui soit...

Certes quand Jo et Pierre Seel ont été déporté, techniquement ils n'étaient pas "en France" mais en Alsace, qui était allemande au moment où il s'est fait déporter (ce qui veut dire au passage que Zemmour reconnaît l'annexion de l'Alsace par les nazis ...)

Leur arrestation par les nazis a été permise parce qu'ils avaient été fichés à leur insu pour homosexualité AVANT la guerre, par la très républicaine et démocratique police FRANÇAISE.

Oui hier comme aujourd'hui l'homophobie tue ! N'oublions pas, et continuons la lutte !

Comprendre les leçons de l'Histoire : Pierre SEEL, homosexuel déporté par les Nazis grâce au fichier de la police française

Ce n'est que le 17 mai 1990, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a rayé l'homosexualité de la liste des maladies mentales. En 1960, l'homosexualité fut même définie par la loi française comme « fléau social », loi qui ne fut abolie que le 4 août 1982. L'homosexualité est encore considérée comme une maladie dans de nombreux pays, et aussi par de nombreux courants d'extrême droite nationalistes européens adeptes des soit disant « thérapies de conversions ».

En 1939, avant la guerre, le jeune Pierre SEEL, qui fréquentait les lieux de drague homosexuels de Mulhouse, était fiché comme homosexuel par la police française, et ceci alors qu'il n'avait jamais été arrêté ni même interrogé. En fait, comme il s'était fait voler sa montre dans un de ces lieux, il avait été au commissariat porter plainte. Les policiers n'avaient bien entendu rien fait pour retrouver sa montre, mais par contre ils avaient fait immédiatement le rapprochement entre sa présence sur ce lieu et ses "fréquentations". Les policiers l'avaient donc fiché à son insu comme homosexuel. Du « contact tracing » avant l'heure ...

Lorsque les nazis occupèrent Mulhouse, quelques mois plus tard, Pierre SEEL fut convoqué par la Gestapo. Pierre, qui n'avait jamais rien fait d'illégal, ne pouvait s'imaginer que les nazis avaient mis la main sur le fichier. Les nazis avaient scrupuleusement épluché le fichier et s'étaient mis en tête d'aller chercher tous les homosexuels qui y figuraient car ils présentaient « un risque pour la santé du corps social aryen », selon leur terminologie.

Le 3 mai 1941, avec une douzaine de compagnons d'infortune, il est arrêté. Ils sont interrogés, torturés et violés pendant deux semaines, avant d'être envoyés au camp de sûreté et de redressement de Schirmeck-Vorbruck.

Là Jo, son premier amour, fut déchiqueté par les chiens sous ses yeux. Pour les nazis, les homosexuels ne méritaient ni la balle, ni la corde. Ils devaient être traités comme des déchets. Après-guerre, seul, face à une hostilité sociale généralisée, il dû cacher son terrible secret.

Ce n'est que tardivement, qu'à la fin des années 80 que Pierre SEEL, lui-même catholique mais écoeuré par les mensonges de l'église qui en 1989 traita les homosexuels "d'infirmités", laissa éclater sa révolte trop longtemps étouffée. Il lui fallait alors dire, raconter, expliquer au plus de personnes possibles. Il a pu compter sur le soutien des militants de la CNT-AIT, dont certains lui apportèrent à sa demande une aide dans son travail de secrétariat. Bien qu'il n'était pas anarchosindicaliste, nous partagions une même révolte face à la haine de ceux qui veulent faire rentrer tout le monde dans la « norme sanitaire » et sociale.

La leçon que nous avons tiré de ce compagnonnage avec Pierre SEEL, c'est que les listes, les fichiers, sont toujours l'antichambre du totalitarisme. Et qu'un fichier établit de « bonne foi » pour protéger la « santé » de la société, quand il tombe dans des mains totalitaires est un puissant outil pour la mise en œuvre de projets funestes.

C'est aussi parce que nous n'oublions pas Pierre SEEL et ses combats, que nous nous opposons à la biométrie et aux QR Code sanitaires de la traçabilité électronique, outils monstrueux qui servent à établir des listes et fichiers de contacts en temps quasi réel, pour des motifs soit disant sanitaires mais qui tiennent plus du contrôle social.

Si demain l'extrême droite arrivait au pouvoir en France, qui sait l'usage qu'elle pourrait faire d'un tel système ...

Des compagnons et compagnes de la CNT-AIT





## Quotidien d'une mère célibataire

Nous sommes aujourd'hui le 23/04/2022. La veille du second tour Macron-Lepen. Comme beaucoup, j'attends demain soir pour savoir si on prend encore sur nous 5 ou 7 ans, ou si on ne prend plus du tout sur nous. Ma décision est prise, elle n'est pas récente: je ne participerai en aucun cas à ce qui n'est même plus la "société du spectacle". Encore ce matin sur France Culture; "14% des votants inscrits sur les listes n'ont pas pu voter" (pas inscrits sur les formulaires des assesseurs!?) Bref, mon propos n'est (totalement) pas là.

Dans la morosité des 5 dernières années, gilet jaune, soignante (non suspendue mais soignante quand ça les arrange), j'ai lutté avec toute mon énergie, ma bienveillance et ma gaîté. Séparée depuis 2020, je me retrouve encore plus dans ce mouvement qu'avec mon salaire, j'élève mes 2 enfants, pour l'une étudiante, pour l'autre en CP. Les manifs, les présidentielles, les injustices, les violences, ils en soupent depuis leur plus tendre enfance.

Mais aujourd'hui, j'ai franchi un cap. Un cap dans la violence faite à mon fils de 6 ans. Et j'en pleure, j'en pleure tellement, que j'en deviens acerbe, méchante, enfin, tout ce que je croyais ne pas être jusque là. Je vous explique: - 1er soir des vacances scolaires, j'invite ma nièce de 7 ans à passer la nuit avec moi et mes deux enfants; Je rappelle qu'on est le 23 avril, 1er soir des vacances scolaires, puis séjour de quelques jours en Ariège chez des amis. Rien, à priori de très onéreux. Au moment d'aller faire 3 courses pour faire un petit plaisir aux enfants (cordons bleus, salade, dessert genre Danette au chocolat, rien de bien excessif,) carte bloquée. Je sors au distributeur: " votre débit ne permet pas de vous délivrer la sommes demandée" ou un truc du genre). Le stress me monte quand je me rappelle que mon salaire versé le 27 ne sera disponible sur mon compte de la banque postale que le 1er, mais c'est férié!!! Ça, c'est la mise en bouche.

Mère célibataire, j'appelle d'abord les papas de mes enfants, chacun répondant présents mais pas possible le soir même. Je comprends. J'appelle MON papa, qui me fait illico un virement, mais... la Banque postale (boursicote avec l'argent des pauvres qui vivent dès très tôt dans le mois sur leur découvert "autorisé") !!!! Je tiens cependant à remercier ces différents papas d'être présents pour leurs enfants. Et moi-même par la même occasion, d'avoir eu assez de courage ou de honte pour les appeler. C'est important. La soirée se passe finalement correctement avec l'aide de ma fille qui fait des baby sittings. Ma nièce repart avec sa mère (à qui je ne raconte évidemment pas ce qui m'entraîne toujours plus vers une inquiétude viscérale) pendant que ma fille en pleins partiels cherche les œufs qu'hier elle pensait manger avant d'aller réviser...

Les gosses ayant mis le bazar dans la chambre, je me mets à ranger (en espérant avoir fini avant la manif hebdomadaire de 14h) . Là, surprise et désemparée: je trouve dans le placard de mon petit garçon de 6 ans et adepte des omelettes, un plateau fait de son couvercle de boîte à jouets, avec posé dessus de la dinette avec mes 4 œufs (en omelette non cuite) que la grande a cherché avant de se résigner à faire un "sandwich SNCF" avec !!!

MON SANG N'A FAIT QU'UN TOUR:

mon fils a été puni de ranger intégralement sa chambre, plus aucune invitation, plus de rien du tout jusqu'à nouvel ordre. Sans crier, sans taper, juste une violence dans la posture physique et dans la voix.

Mon discours? celui d'un pauvre mère célibataire qui n'arrive pas à joindre les 2 bouts, inquiète et vulnérable. Mais c'est les gosses qui prennent dans ces cas là.

Du haut de ses 6 ans, il a entendu sa mère dire qu'il ne faut pas gâcher, (c'est vrai! c'est un principe) que je ne sais pas comment les nourrir, qu'heureusement qu'il existe la solidarité, parce que la prochaine étape, c'est que je n'arrive pas à payer le loyer. Alors, les vacances d'été...

Comment mettre encore plus en insécurité nos enfants?!? Je l'ai fait. Je n'en suis pas fière. Mais moi, je le dis. Avec toi, lecteur/lectrice, comme témoin ici. Et je suis certaine qu'on est des centaines de milliers à vivre ce quotidien de merde, anxiogène. Et je passe les épisodes de merde de l'éducation nationale qui a oublié qu'ils ont à faire à des enfants, les épisodes + ou - de discussions politiques sur Mélanchon, celles sur les vacances d'été (comment on fait dans mon cas en Avril!?) etc...

Alors, on vote? On continue dans la connerie? Autant buter nos gosses de nous même non? ou bien on laisse faire nos édiles sans que leur responsabilité pénale ne soit jamais entachée?!? A bon entendeur...

On se retrouve demain soir! !!!

Véra (Toulouse)

---

### LA POLITIQUE A FRONTS RENVERSEES

Les élections conduisent en des situations tendues. Et les fascistes, comme il est dit si souvent, ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

En prévision des élections législatives, en juin 2022, la France insoumise (LFI) présente un candidat à Vénissieux (Rhône), le journaliste Taha Bouhaf, condamné pour avoir insulté d'«arabe de service» une syndicaliste policière, Linda Kebab. Taha Bouhaf a été condamné le 28 septembre 2021 à payer 1500 euros d'amende et 2000 euros de dommages et intérêts à l'intéressée.

Si l'on se base sur la déclaration de Jean-Luc Mélenchon : « Je suis pour rendre inéligible les personnes condamnées pour incitation à la haine raciale », Taha Bouhaf ne devrait même pas être présenté comme candidat par la France insoumise.

Autre cas problématique pour LFI : Shéhérazade Bentorki, suppléante du candidat David Guiraud, futur candidat à Roubaix pour l'Union populaire. Cette dernière est accusée d'homophobie. En effet, pour protester contre le mariage pour tous, en 2013, elle avait annoncé son départ du Parti socialiste, alors qu'elle

**AGENDA**

Nos permanences hebdomadaires,  
Tout les samedi de 17H à 19H.

Le Collectif des Travailleurs de  
l'Aéronautique et d'Ailleurs

Organise régulièrement des réunions sur  
la situation économique du secteur de  
l'Aéronautique

facebook : @collectif.travailleurs.en.lutte

Pour tout renseignement contactez : CNT-  
AIT Toulouse

7, rue St Remesy, 31000 Toulouse

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):

Continue ses actions en  
faveur des réfugiés et notamment des mineurs  
isolés. Nous avons besoin

de votre soutien ! Nous sommes aussi  
demandeur de soutien sous forme de temps à  
partager pour

nos activités, de fournitures scolaires ou  
produits de première

nécessités. n'hésitez pas à passer aux  
permanences le samedi après midi

à notre local, pour un moment de partage.

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des

personnes qui se retrouvent dans  
les principes, tactiques et finalités de

l'Anarchosyndicalisme, et

souhaitent commencer à oeuvrer localement  
pour diffuser nos idées et nos  
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement  
une initiative CNT-AIT, ou

rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à  
prendre contact avec nous

par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net)

ou par courrier ( CNT-AIT, 7  
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE )

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la  
CNT-AIT

[http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.p  
hp?rubrique141](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

L'Anarchosyndicalisme en question et

Fédéreseau : [http://blog.cnt-  
ait.info/post/Anarchosyndicalisme](http://blog.cnt-ait.info/post/Anarchosyndicalisme)

était élue conseillère municipale de Tourcoing (Nord).

Après le candidat raciste de Vénissieux, voilà que l'Union populaire propose la suppléante  
homophobe à Roubaix !

Et le 19 avril, trois étudiants grenoblois de l'Union nationale inter-universitaire (UNI),  
syndicat étudiant proche du parti gaulliste Les Républicains (LR) sont agressés à la sortie  
d'un bar, par une dizaine d'antifascistes. L'étudiante Hanane Mansouri, responsable des  
Jeunes républicains de l'Isère, de se prendre un coup de poing dans les dents. Il est étrange de  
considérer qu'une militante gaulliste des Jeunes républicains puisse être fasciste. Les fascistes,  
on les aurait plutôt vus du côté de Génération identitaire, du Parti nationaliste français  
(PNF), de l'Oeuvre française (qui, bien que dissoute par le gouvernement, n'en existe pas  
moins). Il est vrai que l'inculture politique conduit à abolir les différences notables qui  
existent chez les adversaires. Dès lors que l'on ne pense pas comme vous, on est qualifié de  
"fasciste". La pensée totalitaire, qui fut longtemps le privilège des marxistes, est en train  
d'empoisonner le monde libertaire.

Le mouvement La France insoumise est devenu communautariste, religieux et ultra-  
conservateur. Que Jean-Luc Mélenchon ne cite plus les mots "gauche" et "socialiste", cela ne  
m'étonne pas vraiment. Voilà où conduit le populisme revendiqué par LFI. Le populisme  
n'est ni de droite ni de gauche... il est intolérant ! Il est bête. Et les antifascistes (ou prétendus  
tels), en tabassant une Française d'origine maghrébine, s'abaissent à ressembler aux S.A. qui,  
dans les années 30, tabassaient les juifs dans l'Allemagne hitlérienne. Etudiants boboisés et  
politisés, ils n'hésitent pas à taper sur de jeunes femmes arabes, enfants de travailleurs  
immigrés.

Je m'étonne (façon de parler, car plus rien ne m'étonne) que l'Union communiste libertaire  
(UCL) se soit laissée aller à soutenir les auteurs de l'agression raciste grenobloise, en  
cosignant un tract appelant à la libération de 4 agresseurs qui ont été interpellés.

Le socialisme (dans toute sa diversité) n'est pas aidé si, désormais, la politique se fait à fronts  
renversés. C'est-à-dire où les antiracistes sombrent dans le racisme et dans l'homophobie.

Évitons le piège des élections et évitons le piège des bagarres de rue où il est si facile de se  
tromper d'adversaires. Non ! les enfants d'immigrés (à plus forte raison les filles d'immigrés,  
qui tentent de se faire une place dans la société française) ne sont ni des Arabes de service ni  
des pimbêches fascistes !

Une précision à apporter :

Pour justifier l'agression de Hanane Mansouri (responsable des Jeunes républicains de  
l'Isère) et de deux de ses camarades, il est reproché dans un tract, par la gauche grenobloise,  
que l'UNI soit venue perturber des meetings de la France insoumise, du NPA et de Lutte  
ouvrière lors de la campagne pour l'élection présidentielle. En tant que libertaires  
(élections... pièges à cons !), qu'est-ce que les militants de l'UCL sont venus faire dans cette  
galère électoraliste ?

Et, puis, rappelons-nous que SOS-Racisme a envoyé au casse-pipe une poignée de militants  
au meeting de Zemmour, à Villepinte.

SOS-Racisme chez ZEMMOUR... l'UNI chez les autres, tout cela n'est qu'un prêt pour  
un rendu ! Du gros cinéma !

Salutations libertaires. C.N.(Toulon).

## NUPES : TOUT CA POUR CA ...

Rachel Kéké élue, de la bonne image d'Epinal... ça va changer son salaire et sa charge de travail c'est sûr, tant mieux pour elle, mais ça va pas changer nos vies... Pas plus que le débordement de satisfaction de la gauche, qui relaie en boucle sur les réseaux sociaux, les affiches de ceux qui ont semblé t'il réussi leur examen d'accès à la candoche de l'assemblée.

Ils n'en font pas un peu beaucoup la gauche sur la symbolique ? On n'est pas là dans la manipulation grossière du populisme et de la démagogie ? 131 députés, pour des bateleurs qui te survendaient de l'historique- "leur front populaire " 20 mois de campagne et d'hégémonie sur la scène politique, d'

occupation permanente des médias, de confiscation de la parole politique autre que la leur à gauche, de la mise en invisibilité des GJ, et de la nécessaire réflexion qui aurait dû avoir lieu sur le traitement du covid (sanitaire, politique, financier, social, et policier.) 20 mois d'invectives, d'arrogance, d'insulte, de menaces, de prévision de catastrophes en tout genre, de ralliement sur des calculs d'appareils et des messages aux changements du monde, qui les attendaient etc. etc... pour se retrouver aux final avec une montagne qui accouche d'une souris, déjà fragilisée par un risque réel d'implosion.

## Quand un hommage à l'Espagne rouge et noir cache en fait un enterrement de première classe ...

**L'** Idée Libre, journal de la Fédération Nationale de la Libre pensée a consacré un dossier à l'Espagne Rouge et Noir dans son numéro de mars 2022 . Nous nous félicitons de cette initiative : l'Espagne est depuis le dix neuvième siècle une terre d'élection du mouvement anarchiste ; c'est en Espagne que l'influence du mouvement anarchiste a été la plus significative, c'est en Espagne que suite à la révolution sociale de 1936, la mise en application des principes anarchistes d'organisation de la société deux années durant a été la plus probante et en présentant à ses lecteurs l'œuvre constructive du mouvement anarchiste espagnol, son histoire et son présent, l'Idée Libre rend d'une certaine manière hommage à son fondateur, l'anarchiste individualiste André Lorulot.

En page 3 de la revue figure un éditorial qui aurait certainement scandalisé Lorulot puisqu'il contient une injonction très claire à voter et « faire élire une Constituante, libre et souveraine ». Le refus d'être représenté par un élu, de lui abandonner en confiance en déposant un bulletin dans une urne le soin de diriger les affaires de la communauté est un point sur lequel tous les anarchistes se retrouvent. L'émancipation des individus n'est pas au bout du vote, le bulletin de vote n'est pas un instrument qui permet à « l'individu de conquérir ses libertés ». Et ce n'est pas le moindre des paradoxes que ce dossier qui se veut un hommage à la révolution sociale de l'Espagne rouge et noir s'ouvre sur cet appel au vote.

Le dossier est composé de 11 articles écrits par des auteurs espagnols adhérents de la section espagnole de la CIT (Confédération Internationale du Travail, qui regroupe dans le monde des groupes hostiles à l'AIT! Association Internationale des travailleurs ,dont la CNT-CIT en, Espagne), de la fédération Anselmo Lorenzo (institution dépendant de la CIT espagnole), ou de Monica Jornet française membre de la FAL . Comme il se doit, plusieurs articles retracent l'histoire des diverses branches du mouvement anarchiste espagnol. Dans celui consacré à la Fédération Anarchiste Ibérique (FAI), l'auteur Julian Vadillo Munoz, dénonce à juste raison l'image que la grande majorité des

historiens donnent de cette organisation : « une organisation prônant une violence démesurée, ayant le contrôle absolu de la CNT ou encore un groupe de pression tirant les ficelles dans l'ombre ». Dans son livre « Historia de la FAI. El anarquismo organizado », J . Vadillo Munoz s'est proposé de « récupérer des sources primaires et de les faire parler pour contextualiser la FAI et ses actions » et ainsi rétablir la vérité historique et laver l'image de cette organisation. On ne peut que souscrire à ce projet, tout ce qui a trait au mouvement anarchiste ou anarchosyndicaliste, idées, pratiques, formes d'organisation à été si fortement discrédité par toutes les sources d'information que l'immense majorité des gens s'en fait une idée totalement fautive. Suite à ces déclarations d'intention, on ne peut donc que s'étonner de la présentation que Pascual Gonzalez, dans l'article retraçant l'histoire de la CNT espagnole des origines à nos jours, nous fait du mouvement actuel. Depuis 1977 (date de sa légalisation après la mort de Franco), la CNT fidèle aux idéaux d'avant 1936, « a toujours la même démarche de lutte et de changement social révolutionnaire. On note une augmentation lente mais constante sur les dernières années des effectifs militant. »)Et c'est tout... Extraordinaire !

Car depuis 1977 , la CNT a connu au moins deux scissions dont l'une a vu le départ de la majorité des adhérents pour créer un syndicat très réformiste la CGT et l'autre beaucoup plus récente qui a abouti à la scission de la CNT en deux :

- d'une part la CNT-AIT, qui reste attachée aux principes, tactiques et finalités de l'anarchosyndicalisme, et qui est la section en Espagne de l'AIT (Internationale anarchosyndicaliste dont on célèbre cette année le centenaire n'en déplaise aux grincheux qui pronostiquent régulièrement sa disparition depuis 100 ans) et d'autre part, la section espagnole de la CIT (qui se fait aussi appeler « CNT ») et pour laquelle les principes, tactiques et finalités ne sont valables que tant qu'on peut en tirer quelque profit financier (avocats permanents, valorisation financière des archives et subventions d'Etat, etc ...) Dernièrement la section espagnole de la CIT (la « CNT ») a attaqué en justice 9 syndicats et unions locales de la CNT-AIT pour ... usurpation de nom (infraction au droit de

propriété intellectuelle) et atteinte du droit à l'image ! Elle réclame que la CNT-AIT lui verse une indemnité de ... 900 000 € (NEUF CENT MILLE EUROS) ainsi que la saisie des locaux de la CNT-AIT. Que des militants se réclamant de l'anarchisme et de l'anarchosyndicalisme en viennent à attaquer d'anciens compagnons au motif du « droit à la propriété » devant les tribunaux d'État, leur pire ennemi, l'état, est parfaitement inexplicable, éthiquement insoutenable. Quelle mouche les a donc piqués pour qu'ils en viennent à se comporter comme des épiciers et des bourgeois capitalistes compradores, pour qu'ils en viennent à renier absolument tous les fondements de l'éthique anarchiste ?

Curieusement la grande majorité des auteurs ayant participé à la confection du dossier sont membres de la section espagnole de la CIT (la « CNT ») ou de la fondation Anselmo Lorenzo qui en dépend. Monica Jornet, qui il faut le reconnaître nous a transmis cette revue pour nous demander notre avis critique, ce dont nous la remercions – qui a coordonné le dossier se déclare elle même anarchosyndicaliste et membre de la FAL. Dans tous les articles parlant de l'anarchosyndicalisme espagnol actuel, les auteurs ne font référence qu'à la CIT ; à croire que tout le mouvement anarchiste espagnol est unifié au sein de la nouvelle internationale et qu'il n'y a plus de représentants de la vieille CNT-AIT, celle de 1936, en Espagne. Il y a dans cette présentation de l'anarchisme espagnol des relents que je qualifierai de staliniens – j'en suis désolé pour la coordinatrice – en ce sens que comme à l'époque de Staline, on fait disparaître de la photo les portraits de ceux dont on veut nier l'existence, pour ne pas avoir à en parler de façon à éviter toute question.

Cette histoire rappelle des souvenirs vieux de quelques années : c'est l'histoire d'une vieille association réunissant des personnes de diverses obédiences philosophiques mais partageant une même détestation des sectes religieuses et une croyance dans les vertus de la raison. Il se trouve que pour son malheur l'association avait au fil du temps accumulé un patrimoine très confortable. Que croyez vous qu'il arrivât ? Tout d'un coup, le nombre des adhérents gonfla beaucoup. A l'Assemblée Générale suivante, les membres du

bureau mis en minorité découvrirent un peu tard que tous les nouveaux adhérents, désormais maîtres à bord, étaient membres d'une secte politique. De façon « amusante » cette même secte politique avait déjà participé au torpillage de la CNT-AIT française cette fois dans les années 48-50 ... (1)

La CNT AIT espagnole continuateur sans interruption de la CNT historique possède un patrimoine immobilier, dont elle a hérité, et surtout parce qu'elle est la suite de la CNT d'avant 1936, parce qu'elle défend les valeurs éthiques de l'anarchosyndicalisme, parce qu'elle est adhérente à l'AIT, elle est un symbole très fort. En cherchant à la détruire, c'est précisément le cœur de l'anarchosyndicalisme espagnol qui est visé.

*(1) pour en savoir plus se référer à notre brochure : La CNT en France : les 50 premières années (1946-1995), disponible en ligne : <http://cnt-ait.info/category/cnt-ait/histoire/> ou en version papier sur demande à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info) ou CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE Voir également en espagnol le texte <https://www.anarquia.cat/cnt-ait-contra-viento-y-marea/> » Sur la Révolution espagnole, nous avons publié en ce qui nous concerne un certain nombre de textes à retrouver en ligne ici <http://cnt-ait.info/category/memoire/espagne-36/> ou sous forme de brochure au format papier :*

- *La santé par la Révolution, la Révolution par la santé : la mise en place d'un système de santé anarchiste pendant la Révolution espagnole 1936-1938 (deux tomes)*
- *Les affiches de la CNT-AIT en soutien aux hôpitaux de campagne, témoins de la Révolution et de la guerre d'Espagne (Tome 4)*
- *La légalisation de l'avortement pendant la Révolution espagnole*
- *Anarchistes, pas républicains ... des anarchistes espagnols en Résistance (2 tomes)*
- *Révolution et contre-révolution en Espagne, 28 pages.*
- *Espagne 1936 : Révolution autogestionnaire, 32 pages, quelques détails sur l'autogestion en ville et à la campagne.*
- *Espagne libertaire, de PRUDHOMMEAUX, Tome 1 : l'organisation ouvrière, 48 pages. Tome 2 : L'armement du peuple dans la révolution espagnole, 44 pages.*

## LES ANARCHISTES SONT-ILS POUR LA DEMOCRATIE DIRECTE ?

*Texte d'un compagnon de Solidaridad Obrera, section de l'AIT au Chili*

Aujourd'hui au Chili, la "nouvelle constitution" qui veut être imposée "démocratiquement" par le nouveau président élu de gauche dit que les décisions peuvent même être prises par des mécanismes de "démocratie directe".

Les décisions ont été prises par démocratie directe dans la démocratie des cantons suisses pendant des siècles, et les Athéniens l'ont fait bien avant.

Mais nous, anarchistes, sommes-nous pour cette "démocratie directe" ?

Beaucoup le croient. C'est une erreur dans laquelle tombent de nombreux compagnons, même certains anciens.

La vérité est que les anarchistes sont contre la démocratie, que ce soit

la démocratie représentative ou la « démocratie directe ».

Je vais vous expliquer.

La démocratie, sous toutes ses formes, est une forme de « gouvernement », c'est-à-dire un mode d'organisation caractérisé par le fait qu'une majorité de circonstance, à un moment donné, peut imposer ses décisions à une minorité qui doit s'y conformer. Même de force. C'est aussi le cas en "démocratie directe". La démocratie suppose que c'est la seule manière de parvenir à des accords, en votant et en imposant des décisions aux dissidents. En démocratie, il y a le paradoxe qu'une forme d'organisation qui est censée rechercher la "liberté" du peuple, finit à la longue par restreindre la liberté d'un groupe important d'entre eux, de ceux qui sont une "minorité" à un instant donné.

C'est pourquoi nous ne sommes pas pour la démocratie, même si cela est dite « directe », car nous sommes contre toute forme de domination ou d'oppression.

Au contraire, nous, les anarchistes, sommes des FÉDÉRAUX. Dans le fédéralisme, la prise de décision par consensus est d'abord recherchée, et seulement si cela n'est pas réalisé, un vote est pris, mais la grande différence avec la démocratie est que dans le fédéralisme libertaire, ceux qui se retrouvent dans la minorité ne sont pas obligés de se subordonner ni de faire ce que décide la majorité, mais d'autre

part, cette minorité ne peut pas non plus aller à l'encontre ou entraver les accords collectifs [1]. De cette façon, il est possible de s'entendre et de s'organiser, mais sans imposer l'accord de la majorité de circonstance aux minorités.

Le fédéralisme anarchiste est très différent de la démocratie, même s'il est « direct ».

## ----- Voline, un anarchiste Ukrainien dans la Résistance contre les nazis

**V**oline est une des figures les plus marquantes de l'anarchisme international de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Si la première partie de sa vie, et notamment sa participation à la révolution russe puis à la Makhnovschina et ensuite son exil, est assez bien connue, les dernières années de sa vie sont rarement évoquées. Elles sont pourtant intéressantes au-delà de l'aspect historique, comme réflexion sur la signification de l'engagement anarchiste dans un

Voline a été un révolutionnaire engagé et sans compromis : il a connu les prisons tsaristes, la déportation en Sibérie, l'exil en France puis l'expulsion pour propagande anti-guerre, le retour en Russie lors de la Révolution de 1917. Mais de nouveau il a connu les prisons Bolchéviques où Trotsky l'a condamné à mort 2 fois avant finalement de l'expulser en 1921. En exil en France à partir de 1925, il n'aura de cesse de témoigner de la réalité totalitaire du communisme, qu'il désigne comme le fascisme rouge. Il s'engage aussi sur les questions théoriques et organisationnelles du mouvement anarchiste, prenant position contre les tentatives bolchévisantes de la Plateforme d'organisation, préférant une approche synthésiste du mouvement anarchiste. Dans les années 30, il se rapproche de la CGTSR (CGT Syndicaliste révolutionnaire), la section française de l'AIT. (Il était déjà un des secrétaires du fond de solidarité de l'AIT pour les anarchistes russes emprisonnés).



Lorsque la guerre éclate en 1939, Voline vit en clandestinité à Marseille. Extrêmement pauvre, malade, il a toujours la flamme militante chevillée au corps. Le mouvement anarchiste français, déjà éprouvé par l'accueil massif des réfugiés espagnols début 1939, a été déclaré illégal à la proclamation de la guerre. Les militants rentrent dans la clandestinité et se font discrets. Mais à partir de 1940-41, les anciens liens des réseaux se retissent. Voline est contacté par André ARRU, un Bordelais qui a déserté en septembre 1939 et qui se cache à Marseille. Bien que clandestin, dans une situation très précaire, menacé par Vichy comme par la Gestapo nazie en tant qu'anarchiste, juif et franc-maçon, Voline n'hésite pas à participer à la création en février 41 du Groupe anarchiste international qui publie le journal clandestin La Raison (premier numéro en juin 1943), la seule publication anarchiste sous l'occupation allemande. Le groupe international réunit des militants français, italiens, espagnols, sénégalais, russes et le tchèque Joseph Sperck. Le réseau s'étend à Toulouse, Bordeaux, Perpignan, ... en réactivant les anciens réseaux de la CGTSR. Ils prennent contact avec la CNT-AIT espagnole qui se réorganise dans la clandestinité. Des militants de l'organisation

anarchosyndicaliste, les Tricheux, accueillent un congrès dans leur ferme en 1943. Les frères Lyon, imprimeurs toulousains compagnons de route de la CGTSR, impriment affiches, tracts et brochures de la « Fédération internationale syndicaliste révolutionnaire ».

C'est Voline qui a été chargé d'écrire les textes qui précisent la position des anarchistes face à la guerre et face à l'occupation. Ils se singularisent par rapport aux autres groupes de Résistance par le fait

qu'ils n'adoptent pas une position nationaliste mais au contraire défendent une position « strictement libertaire, hostile aux nazis, au capitalisme, aux responsables de la guerre, à la dictature stalinienne. 1». Alors que les Communistes n'entreront en résistance qu'à partir de juin 1941, sous le slogan « chacun son boche », Voline écrit : « Prolétaires, en 1919, en 1936, tu criais : MORT AUX VACHES ! En 1943, ne crie plus : AGIS. Crève-les TOUTES : qu'elles portent en grelot une croix

gammée, une étoile rouge, l'Ordre de la Jarretière, la Croix de Lorraine ou une francisque. Vive la Liberté ! Vive la Paix ! VIVE LA REVOLUTION SOCIALE ! »

En plus de cette activité de propagande idéologique, le groupe imprime aussi des faux documents pour permettre aux juifs et persécutés du régime nazi et de Vichy de s'échapper des griffes de la Gestapo et de la mort. Le 3 août 1943, Voline lui-même échappe de peu à l'arrestation lors de la rafle qui décime le groupe.

Il survit jusqu'à la libération mais s'éteint en septembre 1945, terrassé par la tuberculose.

Voline nous montre ce qu'est réellement un anarchiste : quelqu'un sans compromis, qui n'abandonne pas ses principes et reste digne dans l'adversité en défendant ses idées sans composer ni avec le nationalisme, ni avec l'Etat (actuel ou futur). Alors que la guerre sévit en Ukraine, alors que certains ont abandonné les valeurs anarchistes en rejoignant l'armée nationale, heureusement certains comme le groupe Assembleia de Kharkov continuent d'œuvrer dans l'esprit de résistance de l'anarchiste Ukrainien Voline.

## Quand la population se rebelle contre la guerre : en Russie et en Ukraine, des centres de recrutement sont attaqués ...

**L**es opérations de guerre en Ukraine sont entrées dans leur troisième mois. Malgré des conditions très difficiles (enflure du nationalisme et du militarisme, « serrage des vis » généralisé de la répression et la trahison « défensive » des idéaux internationalistes par de nombreux « gauchistes » et quelques « anarchistes » dans les deux pays), les actions et protestations anti-guerre se poursuivent sous diverses formes, prenant parfois la forme d'attaques de centres de recrutement.

### Russie

Malgré la dispersion énergique de toute prise de parole ouverte contre la guerre en Ukraine, des protestations séparées et individuelles se poursuivent sous diverses formes : piquets de grève avec des affiches et des déclarations affichage de tracts, graffitis et actions plus radicales.

L'intensification des attaques contre les centres de recrutement semble avoir été alimentée par les rumeurs d'une mobilisation prévue des conscrits en Russie, bien que les autorités russes continuent régulièrement de démentir ces rumeurs.

2022-05-15 attaques centres de recrutement russiejpg [comme le fait remarquer un compagnon anarchiste Finlandais : des gens habitants en Russie ont incendié au moins 10 centres d'appels pour le service militaire dans l'armée russe depuis le début de la guerre. Les incendies criminels contre les industries de guerre peuvent être ou non organisés par les services de renseignement ukrainiens, mais en ce qui concerne les incendies des centres d'appel sont très probablement l'expression d'une résistance populaire. ]

Dans la nuit du 18 avril, le bureau d'enrôlement militaire de Zubova-Polyana (Mordovie) a été incendié avec des cocktails Molotov (<https://info24.ru/news/voenkomat-v-mordovii-zakidali-kokteyli-molotova.html>). Le 24 avril, dans la nuit,

une tentative infructueuse a été faite pour incendier le poste de contrôle du département de police du district de Kosino-Ukhtomsky à Moscou (<https://t.me/bazabazon/11381>).

Le 1er mai, un cocktail Molotov a été lancé dans un bus de la police à Moscou pour arrêter des manifestants (<https://www.mk.ru/incident/2022/05/02/v-centre-moskvy-brosili-kokteyl-molotova-v-avtozak-omona.html>). Vitaly Koltsov, l'auteur de l'attaque, a été arrêté ; on rapporte qu'il l'a fait pour protester contre la guerre (<https://t.me/astrapress/3794>) La veille du 1er mai à Tver, des inconnus ont réussi à éteindre les caméras vidéo dans le centre-ville et à s'en servir pour apposer des affiches anti-guerre sur Tverskoy Prospekt (<https://t.me/tversky/1826>). À Perm, les anarchistes ont accroché une grande banderole sur un pont avec l'inscription : « Paix aux cabanes – guerre aux palais ! » ([https://t.me/anarchy\\_perm/331](https://t.me/anarchy_perm/331))

Dans la nuit du 4 mai, plusieurs cocktails Molotov ont été lancés par la fenêtre d'un bureau d'enrôlement militaire à Nizhnevartovsk (District autonome de Khanty-Mansi) ; la police a saisi les suspects (<https://muksun.fm/news/incident/04-05-2022/v-hmao-voenkomat-zabrosali-butylkami-s-zazhigatelnoy-smesyu>).

Dans la nuit du 8 mai, deux hommes masqués ont lancé deux cocktails Molotov sur le bureau d'enrôlement militaire de Cherepovets (<https://www.mk.ru/incident/2022/05/08/v-cherepovce-neizvestnye-podozhgli-voenkomat-kokteyliami-molotova.html>).

Le 9 mai, une tentative a été faite pour mettre le feu à un bureau d'enrôlement militaire à Balashikha près de Moscou (<https://t.me/bazabazon/11560>)

Selon le site Internet des droits de l'homme OVD-Info, le nombre de personnes détenues pour avoir participé à des manifestations contre la guerre a dépassé 15 442 depuis le 24 février (<https://ovdinfo.org/>). Jusqu'au 20 avril, 100 poursuites pénales avaient déjà été engagées : 32 au titre de l'article sur la diffusion de « fausses informations discréditant l'armée », 26 – pour « vandalisme », 10 – pour « violences contre la police », 9 – pour de faux appels concernant l'exploitation minière, 5 pour « hooliganisme », 5 pour « incitation à la haine », 4 pour « incitation à l'émeute », 3 pour « appel à l'extrémisme », 2 pour « atteinte à la propriété » et « justification du terrorisme », 1 pour « dégradation des lieux de sépulture », 1 pour « réhabilitation du nazisme » (<https://t.me/pchikov/4830>). Il y a 10 fois plus

de sanctions administratives : jusqu'au 14 avril seulement, la police a rédigé 993 protocoles en vertu de l'article sur le « discrédit » de l'armée (<https://vot-tak.tv/novosti/20-04-2022-ugolovnye-dela-vojna/>)

Par ailleurs un nombre croissant de jeunes hommes refusent de répondre à l'appel pour rejoindre le service militaire, ou refusent de participer aux combats sur le terrain.

### Ukraine

La principale méthode de résistance à la guerre de la part de la population ukrainienne est de refuser d'y participer. De nombreux citoyens ukrainiens de sexe masculin, qui avaient auparavant quitté le pays pour travailler, ne sont pas pressés de revenir, craignant la mobilisation.

En avril, le projet de loi n° 7265 a été soumis au Parlement ukrainien (Rada). Il prévoit qu'en cas d'introduction de la loi martiale – sur tout ou partie du territoire de l'Ukraine – les personnes qui,



conformément à la loi, sont soumises à la conscription pendant la mobilisation ii, sont tenus de retourner en Ukraine dans les 15 jours. En cas de non-respect de cette loi, il est prévu d'introduire une responsabilité pénale pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison. La mesure pourrait toucher des millions de personnes. Comme le note le journal en ligne ukrainien, « Strana.ua », parmi les hommes partis travailler à l'étranger, « une vague d'indignation grandit à cause d'une tentative de les renvoyer dans leur patrie sous la menace de poursuites pénales ». Beaucoup « ont l'intention d'ignorer une telle exigence ». Certains « ont l'intention d'arrêter d'envoyer de l'argent chez eux (et cela représente plusieurs milliards de dollars par an) et d'emmener leur famille et leurs proches à l'étranger. De plus, certains disent que l'introduction d'une telle règle les encouragera à entamer le processus de renonciation à la citoyenneté ukrainienne et à l'obtention de passeports étrangers. »

Le journal a cité les déclarations pertinentes de ces Ukrainiens. « Je vais personnellement rester en Europe, je veux m'installer ici, si nécessaire je renoncerai à la nationalité ukrainienne. Ordonner de retourner chez soi est illégal. Je pense que n'importe quel tribunal européen le prouvera », a déclaré Oleg Malko d'Ivano-Frankivsk, qui travaille en Pologne dans une usine. « Tout d'abord, qu'ils fassent appel à ceux qui ont volé l'Ukraine – les députés, leurs enfants, les fonctionnaires. Mes proches me disent combien de jeunes garçons restent assis ou et se déplacent calmement dans les villes et les villages d'Ukraine, engraisent, boivent de la bière et ne veulent rien faire d'autre ... Et les travailleurs acharnés [à l'étranger] qui transfèrent de l'argent en Ukraine et remplissent le budget sont menacés d'être punis. Au contraire, vous devez aussi dire: les hommes, continuez à travailler tranquillement, subvenez aux besoins des familles et transférez de l'argent, et quand la guerre sera finie, l'Ukraine devra être reconstruite », a expliqué Grigory Senishin de Tchernivtsi, qui travaille dans une construction chantier en Espagne.

Selon le journal, les experts affirment qu'une tentative de ramener et de mobiliser les Ukrainiens à l'étranger pourrait avoir de graves conséquences sur l'économie et la situation démographique en Ukraine. « Cela pourrait conduire à une réduction de la population de plusieurs millions de personnes valides supplémentaires. Après tout, beaucoup de ceux qui sont déjà à l'étranger pourraient faire venir leurs proches. Cela s'ajouterait aux cinq millions de personnes qui sont déjà partis. En conséquence, les transferts des travailleurs migrant pourraient diminuer d'environ 14 milliards par an. Cela serait un puissant choc supplémentaire pour l'économie qui s'est effondrée à cause de la guerre. Sans oublier que la démographie en souffrira. Et qu'il n'y aura tout simplement plus personne pour reconstruire le pays. Au lieu d'effrayer les gens, il vaudrait mieux leur offrir des conditions favorables pour rentrer chez eux afin que les constructeurs et les ouvriers reviennent après la guerre pour aider à reconstruire l'Ukraine », a déclaré à Strana Ivan Pekhota, spécialiste des statistiques sociales, de la démographie et de la migration

(<https://strana.today/news/385813-kak-zarobitchane-otreahirovalina-popytku-vernut-ikh-iz-za-hranitsy-dlja-mobilizatsii-htm>)

Alors que le projet de loi est en cours de finalisation, le gouvernement ukrainien a adopté le 26 avril le décret n° 481, qui interdit aux employés des entreprises publiques de travailler à l'étranger du pays, sauf en cas de voyage d'affaires officiel. En d'autres termes, les employés des entreprises publiques qui sont partis à l'étranger pour échapper à la guerre devront soit retourner en Ukraine, soit perdre leur emploi. En Ukraine, les employés peuvent travailler à distance, mais uniquement sur décision de la direction (<https://t.me/stranaua/39015>)

Pendant ce temps, dans la ville de Khust, en Transcarpathie (extrême ouest du pays, très loin de la ligne de front), une véritable émeute anti-guerre a éclaté, organisée par des femmes qui ont protesté contre la mobilisation de leurs maris et fils.

Le 29 avril, une cinquantaine de femmes se sont rassemblées pour manifester devant le centre de recrutement de la ville de Khust, exigeant de savoir pourquoi leurs hommes, qui avaient été mobilisés pour la défense territoriale, ont été envoyés dans la zone de guerre sans explication.

La réunion pacifique s'est rapidement transformée en une manifestation devant le bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire, lorsque le chef du centre, le commissaire militaire Zubatov, a refusé d'aller vers le peuple pour expliquer la décision. En réponse, les participants ont commencé à jeter des pierres sur les fenêtres et à pénétrer par effraction dans le bâtiment.

Les femmes sont outrées : tandis que leurs maris et leurs proches sont envoyés au front sans nourriture et sans les uniformes nécessaires, « des hommes en bonne santé qui ont quitté la zone de guerre errent librement autour de Khust ». En outre, le chef du bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire, Zubatov, a été accusé de corruption en raison de la délivrance de certificats d'inaptitude militaire à certains sans justification évidente, alors que le 14 mars 2022 il avait déclaré la mobilisation générale de tous les travailleurs masculins, peu importe s'ils étaient handicapés, parents de 3 enfants, ou sans absence totale d'expérience militaire.

Les manifestantes n'apprécient pas le fait que pendant que leurs proches sont obligés de se battre, et même sans équipement adéquat, les riches et leurs enfants continuent de vivre dans le luxe et de profiter de la vie.

Le chef du centre qui a fini par sortir et s'adresser à la population, a déclaré que la « défense territoriale » est une unité militaire et peut être envoyée en mission militaire à tout moment ... Et l'attaché de presse du Centre régional pour le recrutement du personnel militaire, Andrei Akimov, a même menacé, affirmant que « de tels rassemblements sont inappropriés et également illégaux en temps de guerre et ne conduisent à la résolution d'aucun problème » (<https://goloskarpat.info/rus/society/626ce487ebdaa/>)